

Le P.C.I. face à la montée des luttes de libération nationale

I. NOUVELLES DONNEES : PREMIERES EXPLOSIONS, REPRESSION ACCRUE

La Seconde Guerre mondiale eut pour conséquences de grands bouleversements dans tous les domaines, en particulier le domaine colonial, où elle eut un grand retentissement.

En effet la période d'avant-guerre se caractérisait dans la mentalité indigène par une sorte de crainte respectueuse à l'égard de l'Européen, ce complexe d'infériorité se traduisant parfois dans le domaine politique par le refus de la revendication d'indépendance. Les désastres de l'année 1940 mirent à nu les rivalités entre les pays capitalistes européens et influèrent sur les mentalités indigènes, faisant perdre aux pays impérialistes (la France en particulier) cette espèce d'auréole de supériorité. Cela fut surtout sensible dans l'Asie du Sud-Est avec le rôle joué par le Japon, l'Asiatique assurant la relève de l'Européen. L'effondrement du Japon à la fin de la guerre fut alors mis à profit par les divers nationalismes pour occuper la place vide, avant le retour des colonialistes alliés. Ainsi, le 2 septembre 1945, était proclamée la république démocratique du Viet-Nam indépendante.

Le conflit mondial a, d'autre part, permis aux nationalismes de s'affirmer au moment où les pays colonialistes étaient divisés.

Cela fut sensible en Afrique du Nord, tirant profit de la situation de malaise créée par le dualisme politique. Au Maroc les diverses tendances nationalistes s'unissaient en janvier 1944 pour fonder le parti de l'Istiqlal (Indépendance). En Algérie Ferhat Abbas publiait en 1943 le Manifeste algérien, réclamant un Etat algérien autonome lié à la France par une structure fédérale. L'Afrique noire restait un lieu de calme servant de fournisseur de matières premières et produits alimentaires, cependant qu'apparaissaient les nouvelles élites se substituant aux chefs traditionnels.

Pour leur part, les puissances coloniales avaient pris conscience de l'évolution des mentalités dans les pays coloniaux. Afin de préserver leur domination, elles envisagèrent alors un certain nombre de concessions leur permettant de mieux distinguer les

luttes coloniales. C'est dans cette perspective que s'était tenue la conférence de Brazzaville (en l'absence de toute participation indigène) au début de l'année 1944, pour l'élaboration de la nouvelle formule coloniale écartant « toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire ». La suite logique de cette mansuétude pour les peuples coloniaux se traduisit dans la formulation de l'Union française évoquée tout d'abord en mars 1945 et qui fut adoptée par le parlement le 28 septembre 1946.

L'épreuve de la guerre vit les militants trotskystes combattre une fois de plus à contre-courant en luttant pour le défaitisme révolutionnaire contre le chauvinisme qui emportait tout le mouvement ouvrier traditionnel. Au moment où les groupes « centristes » (tel le P.S.O.P.) se dispersaient, les trotskystes déployaient une activité considérable, compte tenu de leurs effectifs, éditant clandestinement journaux et publications, organisant des groupes de soldats allemands révolutionnaires.

Certes la pression des classes ennemies se reflétait aussi sur les divers groupes trotskystes entraînant des déviations, que la lutte politique cependant permit de surmonter. L'aboutissement de ce travail fut marqué en février 1944 par la réunion d'une conférence européenne de la IV^e Internationale, dont l'un des premiers résultats fut la fusion du P.O.I., du C.C.I. (Comité communiste internationaliste) et du groupe Octobre, formant le P.C.I., section française.

Algérie : 1945

Dès la libération, la question coloniale, sous la pression des événements, se trouva à l'ordre du jour de la section française réunifiée. En effet le 8 mai 1945 (jour de la libération) éclataient de violentes émeutes en Algérie, principalement dans les villes de Sétif et de Guelma, dues au mécontentement populaire, causé par la pénurie alimentaire et reprenant la revendication d'indépendance, mot d'ordre du Manifeste du peuple algérien, adopté par le Parti populaire algérien. Si la « France libre » avait donné la citoyenneté française à quelques dizaines de milliers de musulmans, elle retrouva très vite son vrai visage car la répression fut très féroce, menée par la police et l'armée et avec le concours de l'aviation. On dénombra plus de 40 000 victimes indigènes et environ une centaine d'Européens. Pour le P.C.F. qui faisait alors partie du gouvernement, il s'agissait d'une provocation, résultat du « complot fasciste en Afrique du Nord » (*L'Humanité*, 30 juin 1945); le Comité central du P.C.F. publiait d'ailleurs, le 12 mai 1945, un communiqué indiquant : « Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. » Cependant on peut noter que dans *l'Histoire du P.C.F.* (Editions Sociales 1964), celui-ci a donné une autre version, oubliant sa théorie du complot et rectifiant sa position.

Tout autre fut la position du P.C.I., comme en témoigne sa presse, apportant son soutien total aux revendications démocratiques des masses algériennes, dénonçant la duperie de l'Union française, réclamant l'indépendance immédiate de l'Algérie, au contraire du Parti communiste algérien qui « lutte pour le ren-